

un bombardement aérien les hôpitaux peuvent être détruits en même temps que les autres immeubles. Jusqu'à présent je n'ai rien vu au Canada, ni dans la vallée de l'Outaouais, qui indique qu'on ait fait un relevé pratique des installations qui pourraient servir d'abri à ces gens.

J'ai signalé ce point en septembre dernier, mais je n'ai vu personne, ni ai-je entendu dire que qui que ce soit dans ma ville, ou dans les villes avoisinantes qui se trouvent dans ma circonscription, qui ait fait un relevé des hôtels de ville, des salles paroissiales ou autres constructions de cette nature où les blessés pourraient être logés.

Jusqu'à présent on n'a pris aucune initiative en vue de réorganiser l'excellent travail que la Croix-rouge a accompli par l'entremise de son service de donneurs de sang. A une ou deux reprises j'ai entendu des groupes d'enthousiastes qui ont déclaré qu'ils allaient faire l'épreuve du sang de tous les habitants d'une certaine localité afin d'en déterminer le groupe sanguin. On ne résoudra pas le problème par ce moyen, car en cas de bombardement toutes les communications sont rompues. Il serait tout à fait stupide d'essayer de recourir à une liste de donneurs volontaires de sang, de les appeler afin de leur demander de se rendre à un certain endroit car les moyens de communication seraient désorganisés et il serait bien impossible de prendre cette mesure. Ce serait une excellente chose que de faire porter aux gens une étiquette à leur cou qui indiquerait leur groupe sanguin.

Il faut établir des dépôts qui devraient disposer de plasma en grande quantité. Si cette éventualité se produisait, nous ne devrions pas être pris au dépourvu. Il nous faudrait des dépôts pour le plasma, le sang, les médicaments. Il devrait même y avoir des dépôts où l'on pourrait trouver des vivres. J'envisage donc la situation comme elle pourrait se manifester dans la vallée de l'Outaouais, si la capitale était bombardée. Il faut effectuer du travail dans toutes les villes de la région avoisinante. Dans toutes les villes, il faudrait faire des relevés pour établir le nombre possible de lits d'hôpitaux et d'abris pour les civils. Il faut accomplir ce travail. Je dis au ministre que c'est décourageant qu'un groupe de citoyens enthousiastes d'une grande ville, des gens qui étaient prêts à tout faire, et qui, après avoir constitué un organisme en février ou mars de l'an dernier, ont laissé tomber leur groupement à la suite d'une seconde réunion de courte durée. On n'a rien fait pour permettre à des personnes de suivre les cours de premiers soins organisés par l'Association ambulancière Saint-Jean, la Croix-rouge ou autres organismes. Comme je

l'ai déclaré l'automne dernier, je ne crois pas que les gens perdent leur ardeur à cet égard si le Gouvernement dit, comme le président Truman l'a dit aux Américains: "Un danger existe".

C'est une idée qui m'est venue. Je suis bien découragé quand je vois que nos concitoyens en général ne savent pas si nous sommes en guerre, alors que nous engageons des hommes pour aller combattre et que l'état des pertes paraît dans les journaux. Rien n'a été accompli. Un grand homme a dit, il y a quelque temps, qu'une vigilance éternelle est le gage de la liberté. Je suis convaincu que si vraiment cette question mérite notre attention, c'est maintenant qu'il faut nous en occuper. Nous devons pénétrer le problème jusqu'à ses racines, c'est-à-dire organiser nos villes.

Le premier grand objectif, c'est sûrement de former les gens à prendre soin des blessés. Comme je l'ai déjà dit, cela ne se réalise pas en deux ou trois jours. Si la durée d'un cours de médecine est de six ou huit ans, il est impossible d'organiser des civils et de les former à prendre soin du genre de blessés que nous aurons, en une ou deux semaines après que des indications auront laissé prévoir la possibilité d'un bombardement ou d'une diversion contre notre pays.

J'ai porté cette question à l'attention de la Chambre l'an passé, et je crois sincèrement avoir touché tous les aspects du danger qui nous menace. C'est pourquoi je suis désappointé de découvrir après huit mois et demi que nous avons seulement un programme sur papier. C'est un grand désappointement. J'ai étudié tous ces problèmes à fond l'an passé.

J'ai, dans ce discours, signalé la difficulté. Désireux de faire quelque chose à cet égard, des gens se sont adressés à Washington pour obtenir des circulaires. Nous n'avons pas, que je sache, publié de circulaires à l'intention de notre population. J'ai bien lu dans une revue, l'autre jour, les moyens à prendre pour se protéger contre une attaque atomique, mais certains de ces moyens m'ont semblé un peu insolites, étant donné qu'une attaque atomique ne nous laissera guère le temps d'y recourir. Quoi qu'il en soit, j'ai été heureux de constater que d'aucuns s'occupent de ces problèmes.

L'instruction de nos gens aurait dû être une des premières préoccupations du comité qu'on a institué. Il serait facile de faire appel pour cela, à travers le pays, à des organismes comme l'Association ambulancière Saint-Jean, la Légion canadienne et la Croix-rouge canadienne. Si l'instruction ne doit pas servir, tant mieux. Comme il s'agit là d'organismes bénévoles, les frais seraient à peu près nuls.